

COMMÉMORATION DU 14 JUILLET 1789

Le 14 juillet 2025

Monsieur le Député,
Mesdames, Messieurs les élus,
Citoyens, Citoyennes,
Chers amis,

Nous sommes réunis, comme chaque année, en cette date chargée de sens dans l'Histoire de France.

Le 14 juillet 1789 : c'est le début de la Révolution Française, la prise de la Bastille...

Mais c'est surtout la volonté du peuple de rejeter la dictature de la monarchie, du pouvoir unique, pour contraindre le roi à le partager avec une assemblée élue.

C'est le refus des privilèges dont jouissent les plus fortunés et le clergé, dont l'abolition sera l'une des toutes premières décisions de la toute nouvelle assemblée, le **4 août 1789**.

Et c'est parce que le roi et, la noblesse, le clergé en bonne partie aussi, ont refusé de partager ce pouvoir et de perdre leurs privilèges au profit de la Nation, que la Révolution franchira un cran supplémentaire :

avec la prise du palais royal des Tuileries par le peuple, en **août 1792**, marquant la fin de la monarchie et la création de la 1ère République.

Une République où la souveraineté du peuple est consacrée.

C'est donc bel et bien la volonté de liberté, d'égalité et de fraternité qui a guidé, inspiré cette Révolution Française.

Mais le 14 juillet 1789 correspond surtout à une prise de conscience populaire qui va forger la Nation Française.

Celle d'hommes et de femmes qui comprennent que l'action collective peut devenir une force irrésistible, peut faire tomber des régimes, peut apporter des droits et de meilleures conditions de vie.

La prise de conscience que tous les êtres humains naissent libres et égaux en droit, comme le proclame la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1789.

Par cette Révolution, ceux qu'on appelait encore les « **sujets** » du roi, et qui n'avaient jusque là que des devoirs envers le souverain, se sont affirmés en tant que « **citoyens** ».

Revendiquant des droits qu'ils allaient progressivement obtenir tout au long des XIXe et XXe siècle, dans la rue ou dans les

urnes : droit de se réunir, droit de se constituer en syndicats, droit de vote, droit à la retraite, aux congés payés, etc.

Autant de droits qui, malgré l'existence et l'héritage de la Révolution Française, ont toujours du être conquis, par la lutte et par les urnes.

Car, malgré l'existence et l'héritage de la Révolution Française, il demeure un fait constant : les détenteurs de privilèges par l'argent, par la naissance aussi pour certains, s'y accrochent par tous les moyens, refusant de partager, refusant de contribuer à la solidarité nationale.

Nous sommes en 2025 et sous la présidence d'Emmanuel Macron, les 2.000 familles les plus riches du pays payent, en proportion, moins d'impôts que le reste de la population.

La question de la **citoyenneté** qui était donc au cœur de la Révolution française, a permis d'établir de la justice sociale, de la justice tout court, de faire progresser les droits humains.

Mais dans ce domaine, rien n'est jamais acquis.

Cette question de la citoyenneté doit revenir au cœur des préoccupations des habitants, si l'on veut arrêter de subir et de constater une société où la loi des plus forts, cause des ravages.

Être citoyen, c'est en effet avoir des droits et des devoirs.

Mais cela doit s'appliquer à tous de la même manière, « que l'on soit puissant ou misérable », pour reprendre les célèbres mots de Victor Hugo.

La noblesse n'est plus au pouvoir, mais a été remplacée par une oligarchie, c'est à dire un régime dans lequel la souveraineté appartient à une caste fortunée qui sert ses propres intérêts, et plus au peuple pour servir l'intérêt général.

Cette « master caste » qui ne cesse de vanter le « mérite », le « travail », pour justifier sa fortune, alors que 80 % des milliardaires français sont des héritiers et vivent du travail des autres... On appelle cela des rentiers.

Et le comble c'est que leur richesse ne leur suffit pas, alors ils viennent jouir de subventions publiques, de dispositifs fiscaux avantageux, ou qui fraudent le fisc.

Et quand on leur demande de reverser ne serait-ce que 2 % de leur immense fortune (la taxe « Zucman »), pour combler le déficit public, c'est aussitôt une levée de bouclier et des menaces de quitter le territoire.

Mais où est la citoyenneté quand on refuse un si petit sacrifice alors qu'on le demande aux autres ?

On le voit, les grands principes républicains sont de plus en plus malmenés, oubliés, détournés.

Vous avez vu ce rapport du Sénat la semaine dernière qui chiffre à 211 milliards d'euros par an les aides publiques aux entreprises, sans aucune contrepartie ?

C'est devenu, et notre député Jean-Paul Lecoq, le rappelle souvent, le premier budget de l'État.

Le 1^{er} Ministre Bayrou cherche actuellement partout 40 Milliards d'économies qu'il s'apprête d'ailleurs à faire supporter encore par la majorité des Français, les services publics déjà étranglés, les communes déjà rançonnées.

Mais l'argent il est ici... 211 Milliards dans lesquels puiser du jour au lendemain...

Célébrer le 14 juillet 1789, c'est au contraire célébrer la France des Lumières, des Droits de l'homme et du citoyen,

Celle qui abolit l'esclavage, qui défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,

Nous ne pouvons rester indifférents face aux menaces qui pèsent sur cet idéal républicain, sur notre République sociale et solidaire, sur nos communes qui ont préservé, comme nous nous attachons ici au quotidien, le bien commun, la qualité du vivre ensemble.

Car d'autres forces ont en horreur les valeurs de cette France du progrès social dont ils ont juré la perte.

Une partie de la droite je viens d'en parler qui en dehors de quelques Gaullistes qui deviennent des exceptions, est l'héritière de

la monarchie, qui, fidèle à sa tradition, a toujours défendu les privilèges d'un petit nombre.

L'extrême-droite, héritière directe du régime de Vichy, qui tente par tous les moyens de cacher son vrai visage, celui du fascisme.

Deux forces, hier séparées, mais que l'on peine de plus en plus à distinguer tellement leur projet semble identique.

Elles ne servent que les puissants, les plus fortunés. Que personne ne s'y trompe...

Toutes les deux défendent aujourd'hui des idées et thèses qui fracturent la société, qui opposent les gens en fonction de leurs origines, qui remettent en cause nos traditions d'accueil et qui privilégient la force au dialogue.

Leur projet commun, sous couvert de sécurité c'est l'insécurité permanente, la

violence qui leur permet de prospérer en distillant la peur, le repli sur soi.

Où est leur projet républicain quand on valorise l'accumulation des richesses entre les mains de quelques uns, au détriment du plus grand nombre ?

Où est leur projet républicain quand on laisse de côté les plus défavorisés ? Le niveau de pauvreté vient encore d'établir un nouveau record.

Où est leur projet républicain quand on met en avant l'individualisme et le chacun pour soi ?

Il n'y a pas de fatalité.

Nous sommes aujourd'hui les garants des droits humains, individuels et collectifs, et il nous revient de les défendre si nous voulons être dignes des révolutionnaires de 1789 que

nous célébrons aujourd'hui et qui ont fait de nous des citoyens.

En ce 14 juillet, je veux redire ici la nécessité de rester unis et de se mobiliser en masse pour défendre tout ce que les générations précédentes ont obtenu pour que nous puissions vivre mieux.

C'est notre héritage commun, celui que nous voulons léguer à nos enfants, celui que nous célébrons aujourd'hui.

Je vous souhaite un excellent 14 juillet !

Merci à vous.